

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1990-1991**

4 DECEMBRE 1990

Projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de commerce et modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire

RAPPORT

**FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE
PAR M. BAERT**

La Commission de la Justice a examiné le projet de loi susvisé au cours de sa réunion du mardi 4 décembre 1990.

Préalablement à l'examen proprement dit de ce projet, plusieurs membres ont formulé des observations d'ordre général au sujet de l'adaptation des

Ont participé aux travaux de la Commission :

1. Membres effectifs : MM. Lallemand, président; Arts, Barzin, Cerexhe, Mme Delruelle-Ghobert, MM. de Seny, Erdman, Mme Herman-Michielsens, MM. Minet, Pataer, Suykerbuyk, Mme Truffaut, MM. Van Rompaey et Baert, rapporteur.

2. Membres suppléants : Mme Cahay-André, MM. Content et Seeuws.

R. A 15189*Voir :***Document du Sénat :**

1124-1 (1990-1991) : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

BELGISCHE SENAAAT**ZITTING 1990-1991**

4 DECEMBER 1990

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 15 juli 1970 tot vaststelling van de personeelsformatie van de rechtbanken van koophandel en tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER BAERT**

De Commissie voor de Justitie heeft bovenvermeld ontwerp van wet besproken in haar vergadering van dinsdag 4 december 1990.

Voorafgaand aan het eigenlijke onderzoek van dit ontwerp werden door enkele leden opmerkingen geformuleerd van algemene aard met betrekking tot

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Lallemand, voorzitter; Arts, Barzin, Cerexhe, mevr. Delruelle-Ghobert, de heren de Seny, Erdman, mevr. Herman-Michielsens, de heren Minet, Pataer, Suykerbuyk, mevr. Truffaut, de heren Van Rompaey en Baert, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : mevr. Cahay-André, de heren Content en Seeuws.

R. A 15189*Zie :***Gedr. St. van de Senaat :**

1124-1 (1990-1991) : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

cadres du pouvoir judiciaire. Au cours de la même réunion de commission, trois autres projets de loi ont également été examinés, à savoir :

— le projet de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, l'article 213 du Code judiciaire et les articles 209 et 210 du Code d'instruction criminelle;

— le projet de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail;

— le projet de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance, la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail ainsi que les articles 151, 153, 305 et 326 du Code judiciaire.

La discussion générale relatée ci-dessous a évidemment porté sur les quatre projets de même nature qui avaient été déposés.

Un membre constate que l'on invoque maintenant l'urgence pour ce qui est des projets précités, parce qu'ils peuvent effectivement constituer un moyen de résorber l'arriéré judiciaire et d'améliorer la situation actuelle en la matière.

Néanmoins, il y a lieu de se demander si, en débattant ces projets maintenant, l'on ne s'attaque pas au problème d'une manière quelque peu inadéquate. En effet, il existe un accord politique pour examiner le projet global relatif à la magistrature, ce qui peut se faire dans un délai raisonnable. Or, l'examen de ces projets et l'urgence invoquée peuvent donner à penser que le législateur veut encore les adopter rapidement, avant de définir une réglementation générale, visant notamment à dépolitiser les nominations.

En outre, il a été dit que le projet relatif à l'arriéré judiciaire avait été retransmis au Ministre par le Conseil d'Etat, si bien qu'il pourra, lui aussi, être examiné par la Commission dans un délai raisonnable.

Il contient également, à n'en pas douter, des éléments permettant de remédier à l'arriéré judiciaire, de sorte qu'il y a lieu de se demander, à la lumière de ce projet, s'il est encore absolument nécessaire d'adopter au plus tôt les projets à l'examen.

L'intervenant constate ensuite avec satisfaction que l'on a inscrit au budget du département de la Justice les crédits nécessaires, pour 1990 et 1991, à la rémunération des magistrats.

de l'adaptation de la structure de la justice à la réalité. In cette même séance de commission ont été examinés également trois autres projets de loi, à savoir :

— le projet de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, l'article 213 du Code judiciaire et les articles 209 et 210 du Code d'instruction criminelle;

— le projet de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail;

— le projet de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance, la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail ainsi que les articles 151, 153, 305 et 326 du Code judiciaire.

La discussion générale relatée ci-dessous a évidemment porté sur les quatre projets de même nature qui avaient été déposés.

Un membre constate que l'on invoque maintenant l'urgence pour ce qui est des projets précités, parce qu'ils peuvent effectivement constituer un moyen de résorber l'arriéré judiciaire et d'améliorer la situation actuelle en la matière.

Néanmoins, il y a lieu de se demander si, en débattant ces projets maintenant, l'on ne s'attaque pas au problème d'une manière quelque peu inadéquate. En effet, il existe un accord politique pour examiner le projet global relatif à la magistrature, ce qui peut se faire dans un délai raisonnable. Or, l'examen de ces projets et l'urgence invoquée peuvent donner à penser que le législateur veut encore les adopter rapidement, avant de définir une réglementation générale, visant notamment à dépolitiser les nominations.

En outre, il a été dit que le projet relatif à l'arriéré judiciaire avait été retransmis au Ministre par le Conseil d'Etat, si bien qu'il pourra, lui aussi, être examiné par la Commission dans un délai raisonnable.

Il contient également, à n'en pas douter, des éléments permettant de remédier à l'arriéré judiciaire, de sorte qu'il y a lieu de se demander, à la lumière de ce projet, s'il est encore absolument nécessaire d'adopter au plus tôt les projets à l'examen.

L'intervenant constate ensuite avec satisfaction que l'on a inscrit au budget du département de la Justice les crédits nécessaires, pour 1990 et 1991, à la rémunération des magistrats.

Se souvenant des actions syndicales menées par la magistrature dans un passé récent, et d'ailleurs poursuivies actuellement, l'intervenant se demande s'il ne serait pas préférable de réaliser une augmentation sélective des traitements au moyen des crédits mis à la disposition, avant de procéder à une extension du cadre du personnel. Cela permettrait d'améliorer la situation actuelle.

Le Ministre déclare maintenir sa demande d'examen urgent des projets déposés.

Le Ministre rappelle qu'en ce qui concerne la rémunération des magistrats, des négociations ont lieu avec des représentants de la magistrature, mais qu'il est fort difficile de savoir exactement qui représente qui dans le cadre de celles-ci. L'on y examine s'il est effectivement possible de procéder à une augmentation sélective des traitements. Il est exact que le Ministre ne peut pas, actuellement, préciser les crédits budgétaires pour réaliser un tel objectif, si bien qu'il lui est impossible, dans le cadre des négociations, d'avancer déjà un montant déterminé, mais il a sollicité du Gouvernement un mandat lui permettant d'accorder une augmentation dans une limite bien déterminée. L'adoption des projets déposés n'exclurait pas une amélioration sélective éventuelle des traitements.

L'adoption de ces projets de loi touche à la crédibilité de la magistrature et du Gouvernement.

Le Ministre a obtenu en août 1989 un crédit de 260 millions de francs pour le budget de 1990. Or, l'année 1990 arrive à son terme et les crédits alloués n'ont pas pu être affectés à l'objectif assigné.

Le Ministre a sollicité et obtenu un même montant pour son budget 1991, mais une fois que les projets précités auront acquis force de loi, il ne sera plus possible pratiquement d'affecter davantage que 150 millions au cours de l'année en question. Il faut, en effet, tenir compte de la publication des vacances, des nominations au sein des cours d'appel et des vacances dans les tribunaux de première instance.

Il y va, en effet, de la crédibilité au sein de la magistrature, puisqu'une longue concertation préalable a eu lieu avec les chefs de corps. Il est évident que l'on ne peut leur donner entière satisfaction, mais les montants déjà adoptés par la Chambre correspondent dans les grandes lignes à ceux dont on était convenu avec eux.

Rekening houdend met de syndicale acties die in het recente verleden en ook thans nog door de magistratuur worden gevoerd, vraagt het lid zich af of het niet verkieslijker zou zijn door middel van de ter beschikking gestelde kredieten een selectieve weddeverhoging voor de magistraten door te voeren, alvorens tot de verhoging van de personeelsformaties over te gaan. Op die wijze zou de thans bestaande toestand kunnen worden verbeterd.

De Minister bevestigt dat hij blijft aandringen op een vlugge behandeling van de voorgelegde ontwerpen.

De Minister herinnert eraan dat wat betreft de bezoldiging van de magistraten, onderhandelingen worden gevoerd met vertegenwoordigers van de magistratuur, ondanks het feit dat het zeer moeilijk is duidelijk te bepalen wie daarbij welke personen vertegenwoordigt. Tijdens deze onderhandelingen wordt onderzocht of het inderdaad mogelijk is een selectieve verbetering van de wedden uit te werken. Het is juist dat de Minister op dit ogenblik niet kan zeggen welke de begrotingskredieten voor dat doel zullen zijn, zodat er in de onderhandelingen nog geen sprake kan zijn van een bepaald bedrag, doch aan de Regering heeft hij wel een mandaat gevraagd om tot een bepaald bedrag te gaan. De goedkeuring van de voorgelegde ontwerpen sluit niet uit dat een selectieve verbetering van de wedde zou kunnen worden doorgevoerd.

De goedkeuring van deze ontwerpen van wet raakt de geloofwaardigheid van de magistratuur en van de Regering.

De Minister heeft in augustus 1989 een krediet bekomen van 260 miljoen frank voor de begroting 1990. Het jaar 1990 is verstreken en deze kredieten konden niet worden aangewend voor het beoogde doel.

De Minister heeft eenzelfde bedrag gevraagd en bekomen voor zijn begroting 1991, doch wanneer deze vermelde ontwerpen kracht van wet zullen krijgen, zal het praktisch onmogelijk zijn meer dan 150 miljoen daarvan te besteden in 1991. Er moet immers rekening worden gehouden met de publikatie van de vacatures, de benoemingen in de hoven van beroep, de vacatures in de rechtbanken van eerste aanleg.

Het gaat inderdaad om de geloofwaardigheid binnen de magistratuur omdat vooreerst met de korpsoversten een zeer uitvoerig overleg heeft plaatsgehad. Het is duidelijk dat het niet mogelijk is hun volledige voldoening te geven doch de bedragen die door de Kamer reeds zijn aangenomen stemmen in grote lijnen overeen met wat met de korpsoversten werd overeengekomen.

Il y va, en outre, de la crédibilité du Gouvernement, compte tenu du temps qui s'est déjà écoulé depuis que les crédits en question ont été inscrits au budget : les crédits prévus ne pourront être dépensés qu'en 1992.

Enfin, il y va également de la crédibilité des décisions politiques. Les projets de loi à l'examen ont déjà fait l'objet de négociations à la fin de 1989 et au début de 1990, lesquelles ont duré quelque quatre mois. Les projets ont été soumis au Gouvernement au cours des mois d'avril-mai 1990 et ont été déposés à la Chambre des Représentants au mois de juin de 1990.

Il a fallu six mois avant qu'ils puissent être examinés par la Commission de la Justice du Sénat. Dès lors, il paraîtrait invraisemblable de devoir attendre encore, pour les discuter, que les projets relatifs à la magistrature et à l'arrière judiciaire aient été votés. En dépit de la volonté politique qui existe à leur sujet, ces projets risquent en effet de ne plus recevoir force de loi au cours de la présente législature.

Alors que tout le monde insiste pour que les crédits du budget de la Justice soient augmentés, nous ferions plutôt piètre figure si, à la fin de la législature, le premier centime de ces 260 millions de francs n'avait pas encore été dépensé.

Telles sont les raisons pour lesquelles le Ministre plaide pour que ces projets deviennent lois le plus rapidement possible.

Un membre observe que les projets de cette nature sont toujours précédés d'études statistiques; il se demande s'il ne ressort pas des chiffres que le nombre des magistrats pourrait être réduit dans certaines juridictions.

L'intervenant songe plus particulièrement à certains auditorats du travail où tant le nombre des magistrats que celui des membres du personnel sont trop élevés. Il aimerait savoir si des corrections ne pourraient être apportées dans ce domaine.

Un autre membre est convaincu que certains cadres doivent effectivement être adaptés de toute urgence et que le texte à l'examen ainsi que les projets susmentionnés doivent recevoir force de loi aussi rapidement que possible. Il est également convaincu que, si des amendements étaient encore adoptés à l'heure qu'il est, tout l'équilibre risquerait d'être mis en péril puisque d'autres arrondissements ou juridictions pourraient alors formuler des exigences qui seraient tout aussi fondées.

Un membre exprime son étonnement devant le point de vue adopté par le préopinant. En lisant les rapports de la Chambre, l'intervenant a tout d'abord constaté que le Ministre a, à juste titre, défendu les

Bovendien gaat het om de geloofwaardigheid van de Regering, gelet op de lange tijd die reeds verstreken is sinds de bedoelde kredieten op de begroting werden ingeschreven: de daarin ingeschreven kredieten zullen slechts in 1992 worden uitgegeven.

Ten slotte gaat het eveneens om de geloofwaardigheid van de politieke beslissing. Over de voorgelegde ontwerpen van wet werd reeds eind 1989 en begin 1990 onderhandeld; die onderhandelingen hebben zowat vier maanden geduurd. De ontwerpen werden aan de Regering voorgelegd in de maanden april-mei 1990 en in de maand juni 1990 bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediend.

Zes maanden zijn verlopen alvorens zij door de Senaatscommissie voor de Justitie in behandeling kunnen worden genomen. Gelet hierop zou het ongehoofwaardig overkomen mocht de bespreking van deze ontwerpen nu nog worden uitgesteld tot de ontwerpen betreffende de magistratuur en de gerechtelijke achterstand zouden zijn goedgekeurd. Er bestaat immers een reëel gevaar dat beide ontwerpen in de huidige legislatuur geen kracht van wet meer zullen bekomen hoewel de politieke wil daartoe bestaat.

Nu iedereen aandringt opdat de kredieten van de begroting van Justitie zouden worden verhoogd, zou het een allesbehalve gunstige indruk geven, wanneer bij het einde van de legislatuur er niets van de thans voorziene 260 miljoen zou worden besteed.

Dit zijn dan ook de redenen waarom de Minister ervoor pleit dat deze ontwerpen zo vlug mogelijk wet zouden worden.

Een lid verklaart dat aan ontwerpen van dergelijke aard steeds statistische studies voorafgaan en de vraag kan worden gesteld of uit die gegevens niet blijkt dat in bepaalde rechtsmachten het aantal magistraten zou kunnen worden verminderd.

Het lid denkt meer bepaald aan de arbeidsauditoraten, waar er op bepaalde plaatsen een teveel is zowel aan magistraten als aan personeelsleden. Het lid wenst te weten of op dat vlak ook geen correcties worden aangebracht.

Een ander lid is ervan overtuigd dat het inderdaad hoogdringend is dat bepaalde kaders worden aangepast en dat dus het voorgelegde alsmede de andere bovenvermelde ontwerpen zo vlug mogelijk kracht van wet zouden bekomen. Het lid is er eveneens van overtuigd dat er een ernstig gevaar bestaat, wanneer thans nog amendementen zouden worden aangenomen, dat daardoor het gehele evenwicht in vraag zou worden gesteld, vermits dan ook in andere arrondissementsen of rechtsgebieden eisen zullen worden geformuleerd die eveneens gegrond kunnen zijn.

Een lid spreekt zijn verwondering uit over het standpunt dat werd ingenomen door vorige spreker. Op de eerste plaats heeft het lid bij het lezen van de Kamerrapporten vastgesteld dat de Minister de voor-

projets à l'examen en se basant sur la concertation préalable, les chiffres fournis et une analyse approfondie, et qu'il a, en même temps, examiné de quelle manière on pouvait réaliser un équilibre entre les différentes juridictions.

Toutefois, l'intervenant a également constaté que, lors de ces discussions, la Commission de la Justice de la Chambre s'est nettement écartée des chiffres et de la structure qui avaient été fournis. Si cela a été possible à la Chambre, l'intervenant se demande pourquoi la Commission de la Justice du Sénat ne pourrait en faire autant, dans la mesure où elle en reviendrait aux propositions initiales du Ministre.

Si l'on demande à la Commission du Sénat d'adopter sans modifications les projets à l'examen, cela signifie que l'on accepte les tiraillements qui ont eu lieu à la Chambre et qui ont obligé le Ministre à s'écarter de son projet initial.

Répondant aux interventions précédentes, le Ministre admet que les effectifs du personnel pourraient être réduits à certains endroits, mais qu'il ne faut pas perdre de vue que, dans l'atmosphère qui règne actuellement, il est beaucoup plus difficile de réduire les effectifs que de simplement les augmenter.

Pour ce qui est des tiraillements en Commission de la Chambre, le Ministre rappelle que c'est lui et lui seul qui a proposé des compensations dans le sens négatif en vue d'apporter les corrections nécessaires, et ce, dans le but de compenser les propositions d'augmentation formulées par les commissaires et de ne pas dépasser l'enveloppe prévue.

Le Ministre répète son souhait de voir adopter ces projets le plus rapidement possible, et ce pour les raisons déjà invoquées.

Ils sont d'ailleurs le résultat d'un choix fait par le Ministre après concertation avec les représentants des magistrats.

Un membre s'associe au point de vue du Ministre. Il s'agit en effet d'un choix fondamental entre, d'une part, le fait de réaliser au moins quelque chose, tout en sachant que cela ne répond pas aux besoins de toutes les juridictions et, d'autre part, la perspective d'apporter encore d'autres corrections et ajouts, en prenant le risque qu'il faille de nouveau plusieurs mois avant que les projets à l'examen n'aient force de loi; l'intervenant est persuadé que si le Sénat décidait d'apporter des modifications, la Chambre tenterait à nouveau d'élargir la portée des projets de loi.

Un commissaire demande comment sera abordé pratiquement le problème des affaires pendantes, dans l'optique globale de l'extension des cadres et indépendamment des problèmes relatifs à la procé-

gégée des ontwerpen terecht heeft verdedigd op grond van het gevoerde overleg, de verstrekte cijfers en een grondige analyse en terzelfder tijd heeft onderzocht op welke manier een evenwicht tussen de verschillende rechtsmachten zou kunnen worden gerealiseerd.

Doch het lid heeft tegelijkertijd vastgesteld dat tijdens de besprekingen in de Kamercommissie voor de Justitie er op een duidelijke manier is afgeweken van de verstrekte cijfers en structuur. Wanneer dit toegelaten is aan de Kamer, dan vraagt het lid zich af waarom zulks niet mogelijk zou zijn voor de Senaatscommissie voor de Justitie, in zoverre wordt teruggesproken naar wat de Minister oorspronkelijk heeft voorgesteld.

Wanneer aan de Senaatscommissie wordt gevraagd deze ontwerpen ongewijzigd aan te nemen, dan betekent zulks dat de touwtrekkerij waarvan in de Kamer is blijk gegeven en die de Minister verplicht heeft van zijn oorspronkelijke visie af te wijken, wordt aanvaard.

Antwoordend op de vorige tussenkomsten, verklaart de Minister dat het juist is wanneer een lid verklaart dat op bepaalde plaatsen de personeelsformatie zou kunnen worden verminderd, doch men mag niet uit het oog verliezen dat in de sfeer die thans heerst het veel moeilijker is in de personeelsformatie te verminderen dan ze eenvoudigweg te verhogen.

De Minister herinnert eraan, in verband met de touwtrekkerij die in de Kamercommissie heeft plaatsgehad, dat hij het zelf is geweest en hij alleen die compensaties in negatieve zin heeft voorgesteld om aldus de nodige correcties aan te brengen, teneinde de voorstellen van verhogingen geformuleerd door de commissieleden te kunnen compenseren en binnen de enveloppe te blijven.

Vervolgens bevestigt de Minister nogmaals zijn wens om deze ontwerpen zo vlug mogelijk te zien goedkeuren om de reeds aangehaalde redenen.

De ontwerpen zijn overigens het resultaat van een keuze die de Minister heeft gemaakt na overleg met de vertegenwoordigers van de magistraten.

Een lid bevestigt de visie van de Minister. Het gaat tenslotte om een fundamentele keuze, ofwel minstens iets te realiseren in het besef dat het niet beantwoordt aan de behoefte van alle jurisdicties of gewoon nog andere correcties en aanvullingen aan te brengen, doch dan bestaat het gevaar dat er opnieuw een aantal maanden zullen verlopen zijn alvorens deze ontwerpen kracht van wet zullen krijgen; het lid is ervan overtuigd dat het evident is dat de Kamer opnieuw zal pogen de ontwerpen uit te breiden nadat ook de Senaat zou hebben beslist wijzigingen aan te brengen.

Een lid vraagt hoe binnen de ganse optiek van de kaderuitbreiding, praktisch gezien, afgezien van de problemen in verband met de benoemingsprocedure, het probleem van de hangende zaken zal worden aan-

ture de nomination. Si l'on fixe actuellement, dans une cour d'appel déterminée, l'instruction d'affaires à l'année 1993 ou 1994 et si, après le vote de la loi, on crée la possibilité de prévoir une extension des cadres, qu'advient-il de l'ensemble des affaires fixées et pendantes? Compte-t-on avancer l'instruction de toutes les affaires qui ont été fixées ou a-t-on l'intention de fixer immédiatement les nouvelles affaires, occasionnant ainsi un déséquilibre par rapport à celles qui avaient été fixées à une date lointaine?

Un commissaire se rallie à cette question. Le fait est toutefois qu'en principe, les greffes des rôles fixent les affaires, mais ils peuvent aussi modifier ces dates et, par exemple, fixer à 1991 une affaire qui était prévue en 1992.

L'intervenant demande à cet égard s'il ne conviendrait pas d'augmenter les effectifs du personnel des greffes.

Répondant à ces questions, le Ministre de la Justice explique que ce problème relève de la compétence des premiers présidents des cours d'appel. Certains d'entre eux sont effectivement disposés à agir dans la perspective du vote des projets de loi et si ceux-ci sont adoptés rapidement, ces premiers présidents disposeront encore du temps nécessaire pour préparer l'organisation des activités.

Il ne faut en effet pas perdre de vue qu'il s'écoulera encore de deux à trois mois avant que les nouveaux conseillers ne soient nommés.

Le Ministre peut difficilement intervenir en la matière, si ce n'est en attirant l'attention des premiers présidents et présidents des tribunaux sur ce problème.

Le Ministre signale qu'un crédit de 150 millions est prévu pour le personnel des greffes.

*
* *

La Commission procède ensuite à la discussion du premier projet susvisé, c'est-à-dire le projet de loi modifiant la loi du 15 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de commerce et modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Article 1^{er}

A cet article, un commissaire dépose l'amendement suivant:

« A) Au 2^o de cet article, dans la colonne intitulée « juges », en regard du siège de Tongres, remplacer le chiffre « 1 » par le chiffre « 2 ».

gepakt. Indien in een bepaald hof van beroep thans zaken worden gefixeerd om te worden behandeld in het jaar 1993 of 1994 en indien na goedkeuring van de wet de mogelijkheid wordt geschapen om te voorzien in een kaderuitbreiding — wat gaat men dan doen met het pakket van vastgestelde en hangende zaken? Is het de bedoeling alle zaken die zijn gefixeerd te vervroegen, of heeft men de intentie in de nieuwe zaken meteen een rechtsdag te bepalen, hetgeen een onevenwicht zou veroorzaken ten aanzien van de zaken die op een verre datum werden vastgesteld?

Een lid sluit zich bij deze vraag aan. Het is echter zo dat de griffies van de rollen in principe de zaken vaststellen, doch ook die data kunnen wijzigen en bijvoorbeeld een rechtsdag die was bepaald in 1992 vervroegen naar 1991.

Het lid stelt de vraag of het in dit verband niet noodzakelijk zal zijn het personeelsbestand van de griffies te verhogen.

Antwoordend op bovenvermelde vragen, verklaart de Minister van Justitie dat dit probleem thuishoort bij de bevoegdheid van de eerste voorzitters van de hoven van beroep. Sommigen onder hen zijn inderdaad bereid in het vooruitzicht van de goedkeuring van de wetsontwerpen te handelen en wanneer deze ontwerpen spoedig worden aangenomen zullen deze eerste voorzitters nog over de nodige tijd beschikken om de organisatie van de werkzaamheden voor te bereiden.

Men mag inderdaad niet uit het oog verliezen dat er nog twee à drie maanden zullen verstrijken alvorens de nieuwe raadsheren zullen zijn benoemd.

De Minister kan ter zake moeilijk optreden tenzij de aandacht van de eerste voorzitters en de voorzitters van de rechtbanken op dit probleem te vestigen.

De Minister wijst er op dat een krediet van 150 miljoen in het vooruitzicht is gesteld voor het griffiepersoneel.

*
* *

Vervolgens gaat de Commissie over tot de bespreking van het eerstvermelde ontwerp namelijk het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 15 juli 1970 tot vaststelling van de personeelsformatie van de rechtbanken van koophandel en tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 1

Bij dit artikel dient een lid volgend amendement in:

« A) In het 2^o van dit artikel, in de kolom met als opschrift « rechters » na Tongeren het cijfer « 1 » te vervangen door het cijfer « 2 ».

B) Au 3^o de cet article, dans la colonne intitulée « greffiers », en regard du siège de Tongres, remplacer le chiffre « 1 » par le chiffre « 2 ».

Justification

« Dans le rapport de la Chambre n^o 1242-5 relatif à ce projet (p. 9), le Ministre de la Justice a déclaré que l'attribution d'un juge supplémentaire au tribunal de commerce de Tongres se fonde sur des données statistiques.

Pourtant, le tableau ne prévoit aucune place supplémentaire pour Tongres.

Les données ci-après sont reprises de la mercuriale du procureur général Van Camp, prononcée le 1^{er} septembre 1989 et reproduite dans le « Rechtskundig Weekblad » n^o 15 du 19 décembre 1989.

Tribunaux de commerce

	1987		1988	
	Hasselt — Hasselt	Tongres — Tongeren	Hasselt — Hasselt	Tongres — Tongeren
Affaires introduites. — Ingeleide zaken	3 138	3 116	2 852	3 336
Jugements. — Vonnissen	2 269	2 937	2 556	2 419
Faillites. — Faillissementen	77	85	74	77
Jugements avant dire droit. — Tussenvonnissen	482	299	379	239

Au vu de ces chiffres, Tongres a assurément besoin d'un deuxième juge. Ce deuxième juge est bel et bien p. vu à Hasselt.

Le Ministre confirme sa déclaration citée par le commissaire dans la juridiction, mais il rappelle avoir également déclaré que l'attribution d'un juge supplémentaire se justifierait aussi dans d'autres tribunaux de commerce. En effet, dans son projet, il a dû faire un choix, fondé sur les chiffres fournis par M.U.N.A. et contrôlés par l'Inspection des finances.

La préférence est allée au tribunal de Hasselt au vu des données chiffrées relatives à la moyenne d'activité, qui y est plus élevée (3,31) qu'à Tongres (3,18). En outre, le délai de fixation est de 12 mois à Hasselt, contre 3 mois à Tongres. Peut-être reprochera-t-on au Ministre de donner la priorité aux tribunaux qui fonctionnent moins bien, mais ce problème nous ramène à celui du contrôle de l'activité judiciaire.

Le Ministre pourrait éventuellement accéder à la demande formulée dans l'amendement si l'enveloppe budgétaire en la matière était plus grande.

B) In het 3^o van dit artikel, in de kolom met als opschrift « griffiers » na Tongeren het cijfer « 1 » te vervangen door het cijfer « 2 ».

Verantwoording

« In het Kamerverslag nr. 1242-5 over dit ontwerp (blz. 9) verklaarde de Minister van Justitie dat de toekenning van een bijkomende rechter in Tongeren - rechtbank van koophandel gegrond is op statistische gegevens.

Nochtans wordt in de tabel geen bijkomende plaats voor Tongeren voorzien.

Uit de mercuriale van procureur-generaal Van Camp, uitgesproken op 1 september 1989 en weergegeven in het Rechtskundig Weekblad nr. 15 d.d. 19 december 1989 worden onderstaande gegevens overgenomen.

Rechtbanken van koophandel

	1987		1988	
	Hasselt — Hasselt	Tongres — Tongeren	Hasselt — Hasselt	Tongres — Tongeren
Affaires introduites. — Ingeleide zaken	3 138	3 116	2 852	3 336
Jugements. — Vonnissen	2 269	2 937	2 556	2 419
Faillites. — Faillissementen	77	85	74	77
Jugements avant dire droit. — Tussenvonnissen	482	299	379	239

Volgens deze cijfers heeft Tongeren zeker een tweede rechter nodig. Deze tweede rechter is in Hasselt wel voorzien.

De Minister bevestigt zijn door het lid in de verantwoording geciteerde verklaring, doch herinnert eraan dat hij ook heeft verklaard dat ook in nog andere rechtbanken van koophandel de toekenning van een bijkomende rechter verantwoord zou zijn. De Minister heeft inderdaad in zijn ontwerp een keuze moeten doen die gegrond is op de cijfers door A.G.E.R. gecontroleerd door de Inspectie van financiën.

De voorkeur is uitgegaan naar de rechtbank te Hasselt op grond van de cijfergegevens betreffende het activiteitsgemiddelde die hoger liggen in Hasselt waar ze 3,31 bedragen dan in Tongeren waar ze 3,18 bedragen. Bovendien bedraagt de fixatietermijn te Hasselt 12 maanden en in Tongeren 3 maanden. Men zal misschien de Minister het verwijt maken dat de voorkeur wordt gegeven aan die rechtbanken waar de werking minder goed is, doch met dit probleem valt men terug op de controle van de gerechtelijke activiteit.

De Minister zou eventueel kunnen ingaan op wat door het amendement wordt gevraagd indien de begrotingsenveloppe ter zake groter zou zijn.

C'est pourquoi il demande de ne pas adopter cet amendement, étant toutefois entendu qu'en fonction des données relatives à l'évolution à Tongres et à Hasselt, on pourrait recourir à l'article 100 du Code judiciaire, à savoir que le magistrat supplémentaire pourrait être affecté simultanément aux deux tribunaux sur la base d'une décision des chefs de corps, à l'instar de ce qui s'est déjà fait dans quelques autres tribunaux de commerce.

L'amendement est rejeté par 7 voix contre 1 et 4 abstentions.

Les articles ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés par 9 voix et 3 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 12 membres présents.

Le Rapporteur,
F. BAERT.

Le Président,
R. LALLEMAND.

Daarom vraagt de Minister dat dit amendement niet zou worden aangenomen, onder het voorbehoud evenwel dat rekening houdend met de gegevens van de evolutie in Tongeren en Hasselt er gebruik zou kunnen worden gemaakt van artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek, namelijk dat de bijkomende magistraat gemeenschappelijk zou kunnen worden ingezet in beide rechtbanken op grond van een beslissing van de korpsoversten, zoals reeds gebeurd is voor enkele andere rechtbanken van koophandel.

Het amendement wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1 stem bij 4 onthoudingen.

De artikelen alsmede het geheel van het ontwerp worden aangenomen met 9 stemmen bij 3 onthoudingen.

Het verslag wordt goedgekeurd bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

De Rapporteur,
F. BAERT.

De Voorzitter,
R. LALLEMAND.